

Une impunité en fin de règne ?

Diane Lamoureux

Numéro 319, printemps 2018

Avec ou contre nous

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/89415ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lamoureux, D. (2018). Une impunité en fin de règne ? *Liberté*, (319), 22–24.

Une impunité en fin de règne ?

Trump: *anything goes* !

DIANE LAMOUREUX

Qu'arrive-t-il lorsqu'un intimidateur parvient à la présidence d'une grande puissance et n'hésite pas à pratiquer l'insulte raciste, sexiste ou homophobe, tout en s'entourant d'une cour d'hommes blancs riches qui lui servent de gouvernement ? Comment contrer l'arrogance lorsque toutes les personnes qui appartiennent à un groupe vulnérable sont les cibles désignées de la raillerie des riches et des puissants qui pensent que leur statut leur garantit l'impunité absolue ?

La société étasunienne n'a pas changé depuis que Trump en est devenu le président. Il n'en reste pas moins que celui-ci en représente la face la plus hideuse, incarnant jusqu'à la caricature l'individu néolibéral. Mais on peut aussi y voir une société écartelée entre la défense des privilèges et la dénonciation des injustices.

La « petite gêne », celle qui fait la civilisation des mœurs selon Elias ou la civilisation tout court selon Freud, celle qui préside aux interactions en public de la vie quotidienne selon Goffman, semble s'être estompée. Les digues de la convention sociale, qui peuvent aussi passer pour de l'hypocrisie, disparaissent, laissant voir les rapports sociaux de domination dans leur nudité et leur brutalité. Ce néolibéralisme décomplexé est loin de se limiter aux frontières d'un seul pays et se répand comme une traînée de poudre à l'échelle internationale. Divers leaders en viennent à jouer du muscle, qu'ils aient pour nom Poutine, Kim Jong-un, Assad, Duterte, Erdogan ou Rajoy.

L'aspect le plus visible, c'est cet étalage éhonté du privilège et de la domination. Lorsque les médias sociaux servent moins à relier qu'à exhiber des millions d'egos et à faire la promotion d'un consumérisme qui passe par le *marketing* de soi et le *branding* de son existence ; lorsque des « faits alternatifs » acquièrent le même statut que la réalité matérielle, ce qui témoigne de l'affaïssement du monde commun puisque l'entente sur ce qui constitue la réalité du monde a disparu, ce qui est probablement une conséquence de la mise en péril de l'école publique commune, nous assistons à une situation où tout devient possible. Ce sont d'abord ceux qui ont fait de Trump la surface de projection de leurs propres fantasmes de puissance qui se sont exprimés.

Malheureusement, la situation ne se limite pas à un seul pays, ni à un seul enjeu. Si nous n'en sommes (fort heureusement) plus à l'apologie de la colonisation et de sa pseudo mission civilisatrice, le suprématisme blanc s'exprime de manière de plus en plus décomplexée. Aujourd'hui, ce ne sont plus les « sauvages » qu'on s'empresse de coloniser pour mieux les exploiter, mais ces « sauvages » hantent encore l'imaginaire social. Ainsi, si Trump est hanté par l'immigration en provenance du Mexique et de l'Amérique centrale, les pays de l'Union européenne ne sont pas en reste. Ce sont désormais les « hordes » de migrants qui menaceraient les frontières du monde euro-atlantique et dont on essaie de se protéger en les laissant crever en Méditerranée, ou en payant des dictateurs ou des bandes armées pour les empêcher de s'embarquer sur des radeaux de fortune. Le mur entre le Mexique et les États-Unis vient donner de la légitimité à ce mur plus « liquide » entre l'Europe et l'Afrique ou le Proche-Orient.

Et si l'on doit s'indigner devant les manifestations de plus en plus fréquentes de suprématistes blancs aux États-Unis, ceci ne devrait pas nous faire oublier que l'extrême droite participe au pouvoir dans de nombreux pays de l'Union européenne, carburant à la menace islamique réelle ou supposée. Cette participation au pouvoir se traduit par des lois de plus en plus contraignantes sur l'immigration, par des ratonnades contre les immigrés, par des lois d'exception qui deviennent la règle. Peut-on oublier que le très souriant Macron, présenté comme le rempart contre Marine Le Pen, a transformé l'état d'urgence (loi d'exception) en état permanent en faisant voter une série de lois liberticides qui donnent plus de pouvoir à la police et banalisent des procédures judiciaires sommaires ?

Quand les policiers qui assassinent des Noires aux États-Unis peuvent jouir de l'impunité ou encore être graciés par une justice complaisante, n'y a-t-il pas quelques similitudes avec la situation des femmes autochtones disparues ou assassinées ? La vie de ces femmes était-elle considérée comme si peu importante que les autorités policières et judiciaires n'ont pas jugé bon d'ouvrir une enquête sur leur disparition ? Pourquoi les corps policiers estiment-ils que ces femmes, dont il est si commode de prétendre qu'elles sont toutes prostituées, droguées ou alcooliques, peuvent servir d'exutoire à leurs fantasmes



sexuels et racistes de domination, comme cela semble s'être passé à Val-d'Or et probablement ailleurs ?

Certes, on ne peut que se réjouir de voir les langues se délier sur #agressionnondenoncee, #metoo, #moiaussi ou #balancetonporc. Mais ces *hashtags* mettent également en évidence l'inadaptation de nos institutions policières et judiciaires à traiter les crimes sexistes ou à considérer de tels actes comme criminels. Depuis longtemps, des hommes riches et puissants pensent que leur position leur confère de facto un droit de cuissage. Que quelques-uns tombent de leur piédestal sous la vindicte populaire ne doit pas nous faire oublier la grande

masse des autres qui continuent à harceler en toute impunité dans les milieux de travail, dans les collèges et universités, dans le monde politique. Tout comme dans les procès pour viol, ce sont encore trop souvent les victimes qui font les frais de la publicisation de ces crimes sexistes et non les agresseurs. Trump n'avait-il pas donné l'exemple en soutenant que les hommes riches et puissants pouvaient se permettre d'« attraper [les femmes] par la chatte » ?

Face à cette arrogance du pouvoir et de la domination, où la force et le privilège font office d'arguments et où « le pouvoir est au bout du fusil », la force des armes, amplifiée par la

puissance du lobby de la NRA, n'a pas complètement réussi à faire taire l'arme de la critique. C'est du côté de cette critique, beaucoup moins amplifiée que la clameur des puissants, qu'il faut prêter l'oreille. Une autre politique est en marche, qui n'emprunte pas nécessairement les canaux institutionnels.

Déjà, lors de la campagne présidentielle, le phénomène Bernie Sanders donnait à réfléchir. Même si on a souvent présenté sa campagne comme un populisme de gauche, pendant symétrique du populisme de droite du *Tea Party*, il me semble qu'il faut plutôt y voir l'écho et le prolongement, sur la scène politique institutionnelle, de ce qui s'était amorcé avec le mouvement *Occupy!* quelques années plus tôt, c'est-à-dire une volonté de reconstituer le lien social à partir de ces 99%, de miser sur la solidarité et l'empathie plutôt que sur la concurrence et le mépris de la vulnérabilité. Loin de décourager le mouvement, la victoire de Trump semble lui avoir donné une nouvelle vigueur.

Le gouvernement Trump
incarne le pouvoir
dans son arrogance,
sa brutalité, sa bêtise,
mais surtout sa profonde
injustice...

Quelques jours après l'investiture de Trump, des femmes ont organisé de grandes manifestations pour signifier qu'elles n'étaient pas des objets sexuels destinés à faire la plante verte pour mettre en valeur un « grand homme » ou à servir à assouvir les fantasmes des riches et des puissants qui pouvaient s'agripper à ce statut pour commettre des agressions sexuelles en toute impunité. Plus récemment, l'affaire Weinstein a montré que, solidaires, des femmes pouvaient déboulonner certaines idoles et que la prédation ne pouvait plus faire partie des comportements sexuels licites.

La coalition des Autochtones et des écologistes pour contrer le projet de pipeline Dakota Access n'a pas donné tous les résultats escomptés, mais elle a contribué à diffuser certaines techniques de lutte et a créé des alliances qui pourront se réactiver face à un gouvernement qui continue à miser sur les énergies fossiles. Un camp prolongé, à l'initiative des Sioux de Standing Rock, a permis l'interaction sur une certaine durée de militantes qui proviennent de traditions de lutte différentes mais qui ont convergé à Standing Rock pour contrer l'économie extractiviste.

Le mouvement *Black Lives Matter* a repris le flambeau du mouvement des droits civiques et a commencé à se structurer en 2013, après l'acquittement du vigile George Zimmerman, qui avait tué un jeune Noir, Trayvon Martin. Depuis, nourri par l'impunité dont jouissent les policiers qui assassinent des personnes noires, le mouvement s'est développé un peu partout à travers le pays. Si le mouvement a commencé sous la présidence d'Obama, sa nécessité est encore plus évidente sous un gouvernement qui soutient les suprématistes blancs. Contrairement aux mouvements noirs antérieurs souvent organisés autour d'hommes charismatiques et faisant preuve d'un virilisme certain, ce mouvement, fondé par trois organisatrices communautaires, se définit comme inclusif et intersectionnel et prend en compte les dimensions de la classe, du genre et de la sexualité dans ses modes de fonctionnement. Le mouvement a également inspiré des mouvements similaires au Canada, en Australie ou en Grande-Bretagne.

Un peu partout dans le sud des États-Unis, la population *latina* se mobilise contre le profilage racial et les risques de déportation qui pèsent non seulement sur les personnes qui ont migré illégalement mais sur à peu près tous les ressortissants d'origine mexicaine ou centro-américaine. Ceci est la conséquence directe du racisme anti-latino qui est cautionné par la volonté de Trump de poursuivre l'érection d'un mur entre les États-Unis et le Mexique. L'ampleur du profilage racial a fait en sorte que des personnes aux statuts légaux fort différents travaillent désormais de concert, les moins vulnérables prenant des risques pour ceux et celles qui le sont davantage.

Certes, ces mouvements peuvent apparaître dérisoires face à l'arrogance du pouvoir en place et surtout très éclatés. Il n'en reste pas moins qu'ils ouvrent la voie à d'autres possibles et qu'ils font émerger de nouvelles voix/voies. De plus, ils ne sont pas obnubilés par le fantasme de l'unification, même s'ils peuvent pratiquer la solidarité. Car la solidarité n'est pas que le regroupement de ceux et celles qui vivent la même situation, mais la capacité de reconnaître et de refuser l'injustice peu importe le visage qu'elle revêt. Dans les circonstances, le gouvernement Trump incarne le pouvoir dans son arrogance, sa brutalité, sa bêtise, mais surtout sa profonde injustice ; il oblige toutes celles et ceux pour qui la dignité a encore un sens à prendre parti et à s'engager. La « solidarité des ébranlés » dont parlait Patočka prend forme et dessine de nouvelles avenues politiques. (L)

♦ **Diane Lamoureux** est professeure associée au département de science politique de l'Université Laval. Ses travaux récents portent sur l'impact conjugué du néolibéralisme et du néoconservatisme sur les sociétés occidentales contemporaines. Elle est l'auteure de plusieurs ouvrages et articles sur le féminisme québécois, l'antiféminisme et les théories féministes.